



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **22 NOV. 2022**

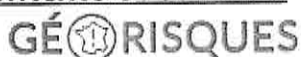
3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur



DECORAL

16 rue de l'industrie
74160 ST-JULIEN-EN-GENEVOIS

Références : 20221025-RAP-InspectionDecoral_Georisques
Code AIOT : 0010800207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 octobre 2022 dans l'établissement DECORAL implanté 16 rue de l'Industrie - Z.I. des Marais à 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS. L'inspection a été annoncée par courrier en date du 23 septembre 2022, puis avancée à la demande de l'exploitant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La survenue d'un incendie au sein d'un établissement industriel peut entraîner des conséquences importantes sur les personnes et l'environnement, et avoir pour origine une agression par la foudre ou un dysfonctionnement des installations électriques.

Aussi, la visite d'inspection effectuée le 25 octobre 2022 de l'établissement DECORAL situé 16 rue de l'Industrie à Saint-Julien-en-Genevois a porté sur :

- la bonne réalisation des études réglementaires visant à prévenir le risque foudre, et le cas échéant la vérification périodique des équipements de protection associés, tel que prescrit par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- la vérification périodique des installations électriques et leur maintenance.

La visite d'inspection a porté également sur la prévention des pollutions accidentelles des eaux et des sols en lien respectivement avec les stockages de produits potentiellement polluants, les installations mettant en œuvre ces produits, et les stockages de déchets dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECORAL
- 16 rue de l'Industrie Z.I. des Marais 74160 SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS
- Code AIOT : 0010800207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société DECORAL est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques par anodisation et emploie actuellement 35 personnes.

Les opérations pratiquées permettent de conférer aux pièces traitées certaines propriétés telles que décoratives, d'anti-corrosion, de friction ou de dureté, et ce pour divers marchés comme le sport, les loisirs, l'électronique, l'armement, l'hydraulique ou l'automobile. Elles s'effectuent en milieu acide, sur des chaînes d'anodisation sulfurique ou chromique.

Sur le plan de la situation administrative, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 2 mai 2005 pour sa mise en service. Le volume de bains autorisé a été fixé à 106 900 litres.

L'établissement relève par ailleurs des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en matière de prévention des pollutions accidentelles.

Toutefois, pour cette thématique, la visite d'inspection réalisée le 25 octobre 2022 s'est appuyée sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 mai 2005, ces prescriptions étant similaires à celles de même nature issues de l'arrêté ministériel suscité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification périodique et maintenance des installations électriques
- Prévention du risque foudre
- Prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Prévention des pollutions accidentelles - Installations de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 8.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles - Etat des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 8.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle et maintenance des installations électriques - Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 7.4.1	/	Sans objet
13	Prévention des pollutions accidentelles - Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, articles 4.3.2 et 4.3.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection contre la foudre - Champ d'application	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16	/	Sans objet
3	Protection contre la foudre - Organismes compétents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre - Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
5	Protection contre la foudre - Etude technique et carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
6	Protection contre la foudre - Dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
7	Protection contre la foudre - Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Protection contre la foudre - Agression par la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles - Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.6.1	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles - Chargement ou déchargement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Concernant les installations électriques et leur vérification périodique, l'exploitant a indiqué que les observations émises par l'organisme de contrôle sont, sauf exception, prises en compte en interne par le personnel de maintenance de l'établissement qui annote les rapports d'intervention de l'organisme lorsqu'il y a répondu.

Le rapport d'intervention présenté, relatif à la dernière vérification périodique remontant à décembre 2021, a fait état de diverses observations dont deux ont été réitérées depuis le précédent contrôle.

Il s'avère que la prise en compte de ces deux observations réitérées n'a pas pu être justifiée par l'exploitant, dont celle relative à « l'absence de dispositif de séparation omnipolaire général sur le coffret basse tension » de l'atelier de montage.

L'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les dispositions prises pour s'y conformer.

Sur un plan plus général, il devra aussi veiller à assurer une traçabilité plus précise des actions engagées en réponse aux observations formulées par l'organisme de contrôle, afin de s'assurer que celles-ci ont bien été prises en compte. Cette traçabilité pourra notamment consister à noter l'identité du personnel de maintenance intervenu, de même que la date et la nature de l'action engagée.

- En matière de protection contre la foudre, l'exploitant a fait procéder à deux analyses du risque foudre par un organisme compétent, dont la plus récente remonte au 7 octobre 2022.

Selon le rapport correspondant qui a été présenté, les structures des bâtiments du site ne nécessitent pas de protection particulière contre la foudre.

En revanche, l'organisme intervenu a conclu que la centrale de détection et d'alarme incendie de l'établissement, constituant un équipement important pour la sécurité (EIPS), est à équiper d'un dispositif de protection au moins de niveau IV (parafoudres, liaisons équipotentielles,...) dont la nature doit être définie par une étude technique.

Ce dispositif de protection devra être mis en place au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, soit au plus tard le 7 octobre 2024, et répondre aux exigences de l'étude technique.

Il devra faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après sa mise en place.

Une vérification de ce dispositif de protection sera à réaliser ensuite par un organisme compétent, visuellement une fois par an, et de façon complète tous les deux ans, suivant les indications portées dans la notice de vérification et de maintenance jointe à l'étude technique.

Le carnet de bord du dispositif de protection sera renseigné à chaque intervention.

- L'établissement dispose d'une aire extérieure dédiée au déchargement des produits chimiques, laquelle est équipée de deux vannes permettant de raccorder les grilles de collecte qui la ceinture, soit au réseau d'évacuation des eaux pluviales en dehors des périodes de déchargement des produits chimiques, soit au point bas de la station de détoxification du site durant les phases de déchargement.

Une consigne affichée au droit de cette aire rappelle, parmi d'autres instructions, l'obligation de manœuvrer les vannes lors du déchargement des produits chimiques.

Toutefois, elle ne précise pas quelle est la vanne associée au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et celle associée au point bas de la station de détoxification du site, ni dans quel sens les manœuvrer selon les situations.

L'exploitant veillera à compléter ladite consigne en ce sens, sous un délai d'un mois. Il pourra aussi utilement repérer chacune des deux vannes, par un marquage de couleur différente par exemple.

- Le local tonnelage du bâtiment principal accueille deux chaînes de traitement de surface qui sont dépourvues de déclencheur d'alarme en point bas.

L'une de ces deux chaînes doit être supprimée avant la fin de l'année 2022 d'après l'exploitant.

L'autre chaîne de traitement continuera d'être exploitée. Elle devra donc être munie d'un déclencheur d'alarme en point bas, ou de tout autre dispositif d'efficacité équivalente. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, tout justificatif utile s'y rapportant (facture d'installation, photographies,...).

- L'exploitant a fait savoir qu'il n'a pas été en mesure de vérifier le bon état de la rétention générale en génie civil de l'atelier de production. Cette rétention est recouverte par un plancher en bois plein et inamovible, la rendant difficilement accessible.

En contrepartie, il a pris la décision de contrôler la qualité des eaux souterraines au droit de l'établissement, en faisant appel pour ce faire à un bureau d'études spécialisé (Ingeos) qui procédera à la pose d'au moins trois piézomètres sur le site et à des prélèvements d'eaux souterraines pour analyses avant la fin de l'année 2022.

Dans la mesure où la surveillance des eaux souterraines au droit de l'établissement contribue à s'assurer de l'absence d'impact des activités pratiquées sur l'environnement, il sera proposé prochainement à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de prescrire cette surveillance à la société DECORAL par voie d'arrêté complémentaire.

Pour autant, la nécessité de prévenir une pollution des sols et des eaux souterraines demeure, qui serait consécutive à une infiltration de liquide polluant via les rétentions dont sont équipées les chaînes de traitement de surface. Cela implique de devoir vérifier périodiquement, au moins une fois par an, le bon état de ces rétentions conformément à la réglementation applicable.

Dès lors, l'exploitant devra vérifier leur état sous un délai de deux mois, puis au moins annuellement, s'agissant plus particulièrement de la rétention générale en génie civil de l'atelier de production, et mettra en œuvre à cet effet tout moyen utile (vidéo-inspection,...) en faisant appel si besoin à un prestataire extérieur.

Il fera connaître à l'inspection des installations classées les résultats des premières vérifications effectuées, dès leur achèvement.

Les vérifications périodiques de l'état des rétentions seront à consigner dans un document dédié.

- Concernant les conditions de stockage des déchets dangereux, seule la présence de boues d'hydroxydes métalliques a été relevée le jour de l'inspection, dans le bâtiment qui leur est dédié.

Cependant, une vingtaine de récipients vides a été constatée à l'extérieur (grands récipients pour vrac de 1000 litres chacun), contre la façade d'un des bâtiments annexes de l'établissement. D'après les informations recueillies, ces récipients ont contenu des bains usés non chromiques qui ont été traités par la station de détoxification du site, comme le permet l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Cela étant, l'exploitant ne pourra entreposer des produits ou des déchets liquides potentiellement polluants à cet endroit, ou à un autre endroit de l'établissement en extérieur, que s'ils sont pourvus de rétentions de capacité suffisante pour contenir d'éventuels écoulements accidentels, et protégés des intempéries afin d'éviter une accumulation d'eaux météoriques dans leurs rétentions qui réduirait la capacité de ces dernières.

Par conséquent, s'il souhaite affecter à un tel usage une zone du site en extérieur, l'exploitant portera à la connaissance de l'inspection des installations classées, sous un délai de deux mois, les mesures qu'il envisage de prendre pour se conformer à ces obligations.

L'exploitant a indiqué par ailleurs que l'établissement peut générer ponctuellement des bains usés chromiques, lesquels ont été évacués dernièrement pour un traitement physico-chimique vers la société Galvanoplastie Industrielle Toulousaine (GIT S.A.S) située à 31270 - Cugnaux, spécialisée également dans le traitement de surface et appartenant à la même structure juridique que la société DECORAL.

En toute rigueur, les bains usés chromiques évacués constituent des déchets dangereux. Il en résulte que leur destinataire chargé d'en effectuer le traitement doit avoir été autorisé à cet effet en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Aussi, l'exploitant devra justifier à l'inspection des installations classées par tout document administratif utile, sous un délai d'un mois, que la société Galvanoplastie Industrielle Toulousaine (GIT S.A.S) située à 31270 - Cugnaux dispose bien de l'autorisation requise pour le traitement des bains usés chromiques provenant de l'extérieur et assimilés à des déchets dangereux.

Si tel n'est pas le cas, il devra alors impérativement faire appel à un prestataire habilité pour la prise en charge des bains usés chromiques qui seront dorénavant évacués depuis le site DECORAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle et maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels - Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques annuelles par une personne compétente. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous leurs organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité. Les non-conformités détectées sur les installations électriques feront l'objet d'une réparation immédiate, suivi d'un nouveau contrôle permettant de vérifier la bonne réalisation des réparations.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées périodiquement par un organisme spécialisé (APAVE), lequel est intervenu dernièrement le 16 décembre 2021 et précédemment le 28 septembre 2020 et le 11 décembre 2019. Le rapport d'intervention présenté, relatif à la dernière vérification périodique remontant à décembre 2021, a fait état de diverses observations dont deux ont été réitérées depuis le précédent contrôle. L'exploitant a indiqué que les observations émises lors de la vérification périodique des installations électriques sont, sauf exception, prises en compte en interne par le personnel de maintenance de l'établissement qui annote les rapports d'intervention de l'organisme de contrôle lorsqu'il y a répondu. Au cours de l'inspection, le personnel de maintenance a montré les annotations portées sur le dernier rapport d'intervention de l'organisme de contrôle, de même que les travaux effectués en réponse à certaines observations de ce dernier. S'agissant des deux observations réitérées depuis le précédent contrôle, leur prise en compte n'a pas pu en revanche être justifiée par l'exploitant, dont celle relative à « l'absence de dispositif de séparation omnipolaire général sur le coffret basse tension » de l'atelier de montage. L'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les dispositions prises pour s'y conformer. Sur un plan plus général, il devra aussi veiller à assurer une traçabilité plus précise des actions engagées en réponse aux observations formulées par l'organisme de contrôle, afin de s'assurer que celles-ci ont bien été prises en compte. Cette traçabilité pourra notamment consister à noter l'identité du personnel de maintenance intervenu, de même que la date et la nature de l'action engagée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - Champ d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ; - les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160, 2250, 2345, 2420, 2430, 2450, 2531, 2541 à 2552, 2562, 2566 à 2570, 2620 à 2661, 2670 à 2681, 2718, 2770, 2771, 2782, 2790, 2791, 2795, 2797, 2910 et 2950 ; - les rubriques de la série 3000 suivantes : 3110 à 3260, 3410 à 3510, 3550, 3610, 3670 et 3700. <p>Pour les installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 listées ci-dessus dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, les dispositions des articles 18 à 22 s'appliquent selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 18 est applicable à compter du 1er septembre 2024 ; - les articles 19 à 22 sont applicables à compter du 1er septembre 2026. <p>[...]</p> <p>Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Compte tenu de l'activité de traitement de surface pratiquée, mettant en œuvre un volume de bains autorisé de 106 900 litres, l'établissement relève de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>En matière de protection contre la foudre, il est soumis de ce fait aux dispositions des articles 16 et suivants de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Il est à noter que dans ce domaine, l'établissement était déjà soumis antérieurement à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, au titre de l'ancienne rubrique n° 2565-2-a qui visait les installations de traitement de surface relevant du régime de l'autorisation. Cet arrêté ministériel a été abrogé et remplacé par celui en date du 19 juillet 2011 ayant modifié l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels - Organismes compétents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont reconnus organismes compétents au titre de la présente section les personnes et organismes qualifiés par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait appel à un organisme spécialisé (APAVE) pour la réalisation de l'analyse du risque foudre (voir le point de contrôle suivant). Cet organisme a été certifié par un organisme indépendant (GLOBAL Certification) dans le domaine de la foudre, selon les référentiels F2C approuvés par décision en date du 28 février 2017 du ministère en charge des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels - Analyse du risque foudre (ARF)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait procéder à une première analyse du risque foudre (ARF) par un organisme compétent (APAVE) le 17 novembre 2014, d'après le rapport correspondant présenté.</p> <p>Cette ARF a porté sur le bâtiment principal de l'établissement, accueillant la partie administrative et la partie production du site.</p> <p>Le rapport présenté a conclu que ce bâtiment ne nécessitait pas de système de protection contre la foudre, le risque calculé étant inférieur au risque tolérable.</p> <p>L'exploitant a fait procéder à une nouvelle analyse du risque foudre par le même organisme le 7 octobre 2022, conformément à la norme NF EN 62305-2 version de décembre 2012, portant sur le bâtiment principal mais aussi sur les autres bâtiments du site (bâtiments de tribofinition, de stockage des boues, et de stockage du matériel).</p> <p>Selon le rapport correspondant qui a été également présenté, les structures de ces bâtiments ne nécessitent pas de protection particulière contre la foudre.</p> <p>En revanche, l'organisme intervenu a conclu que la centrale de détection et d'alarme incendie de l'établissement, constituant un équipement important pour la sécurité (EIPS), est à équiper d'un dispositif de protection au moins de niveau IV (parafoudres, liaisons équipotentielles,...) dont la nature doit être définie par une étude technique.</p> <p>L'exploitant a précisé que cette centrale de détection et d'alarme incendie a été installée au cours du premier semestre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels - Etude technique - Carnet de bord
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait savoir par courriel en date du 2 novembre 2022 que la proposition commerciale relative à la réalisation d'une étude technique foudre, établie le 7 octobre 2022 par l'organisme ayant procédé à l'analyse du risque foudre, a été acceptée.</p> <p>Cette étude technique devra intégrer une notice de vérification et de maintenance, ainsi qu'un modèle de carnet de bord.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de protection - Mesures de prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation.</p> <p>Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : Le dispositif de protection contre la foudre, à installer au niveau de la centrale de détection et d'alarme incendie de l'établissement, devra être mis en place au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, soit au plus tard le 7 octobre 2024.</p> <p>Il devra répondre aux exigences de l'étude technique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels - Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Constats : Le dispositif de protection contre la foudre, à installer au niveau de la centrale de détection et d'alarme incendie de l'établissement, devra faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après sa mise en place.</p> <p>Une vérification de ce dispositif de protection sera à réaliser ensuite par un organisme compétent, visuellement une fois par an, et de façon complète tous les deux ans, suivant les indications portées dans la notice de vérification et de maintenance jointe à l'étude technique.</p> <p>Le carnet de bord du dispositif de protection sera renseigné à chaque intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels - Agression par la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> <p>Constats : La prescription reprise ci-dessus a été jugée sans objet au cours de l'inspection, l'analyse du risque foudre ayant conclu que les structures des bâtiments du site ne nécessitent pas de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels - Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles ...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé, - 50 % de la capacité globale des récipients associés. <p>Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures.</p> <p>Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne seront pas associés à une même rétention.</p> <p>Les systèmes de rétention seront conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanure et acides, hypochlorite et acides ...).</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que compte tenu des activités exercées et des produits chimiques mis en œuvre (dont l'absence de cyanures), aucun mélange de produits incompatibles n'est susceptible de survenir sur le site.</p> <p>Les produits chimiques liquides sont conditionnés à l'état neuf en bidons, fûts, ou récipients mobiles de 1000 litres (grands récipients pour vrac). Ils sont entreposés dans un petit local dédié, attenant à celui de la station de détoxification du site, et placés sur rétentions amovibles ou fixes.</p> <p>Ces rétentions devraient pouvoir résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Leurs capacités sont apparues appropriées le jour de l'inspection, au regard des volumes des récipients de produits entreposés.</p> <p>L'exploitant a précisé en outre que le local de stockage des produits chimiques est relié au point bas de la station de détoxification.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 2.6.2
Thème(s) : Risques accidentels - Postes de chargement ou de déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu récepteur.</p>
<p>Constats : L'établissement dispose d'une aire extérieure dédiée au déchargement des produits chimiques, conditionnés uniquement en récipients mobiles, laquelle jouxte le petit local réservé au stockage desdits produits.</p> <p>Cette aire est revêtue d'un enrobé qui était dans un état satisfaisant le jour de l'inspection, et est ceinturée par des grilles pour la collecte des eaux pluviales ou d'éventuels écoulements accidentels.</p> <p>Elle est équipée à cet effet de deux vannes, placées chacune sous le niveau du sol dans un regard fermé par une plaque métallique, permettant de raccorder les grilles de collecte soit au réseau d'évacuation des eaux pluviales en dehors des périodes de déchargement des produits chimiques, soit au point bas de la station de détoxification du site durant les phases de déchargement.</p> <p>Une consigne affichée au droit de cette aire rappelle, parmi d'autres instructions, l'obligation de manœuvrer les vannes lors du déchargement des produits chimiques.</p> <p>Toutefois, elle ne précise pas quelle est la vanne associée au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et celle associée au point bas de la station de détoxification du site, ni dans quel sens les manœuvrer selon les situations.</p> <p>L'exploitant veillera à compléter ladite consigne en ce sens, sous un délai d'un mois. Il pourra aussi utilement repérer chacune des deux vannes, par un marquage de couleur différente par exemple.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels - Installations de traitement de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre sera muni d'un revêtement étanche inattaquable.</p> <p>Il sera aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.</p> <p>Les capacités de rétention seront conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>La principale zone de production au sein du bâtiment principal est pourvue d'une rétention générale en génie civil, dont la capacité a été estimée par l'exploitant à 232 m³ d'après un courrier qu'il a adressé le 13 janvier 2020 à l'inspection des installations classées en réponse à une précédente visite de contrôle du site, soit une capacité très largement supérieure au volume de bains de traitement autorisé (107 m³) en tenant compte également du volume des bains de rinçage les plus concentrés.</p> <p>Deux autres locaux distincts au sein du bâtiment principal (local brillantage et local tonnelage) accueillent aussi des chaînes de traitement de surface. Ces chaînes sont équipées individuellement d'une rétention en génie civil et/ou en matière plastique, de capacité suffisante d'après les mesures effectuées par l'exploitant et l'inspection au cours du contrôle.</p> <p>Chacune des rétentions présentes dans le bâtiment principal est munie en point bas d'un déclencheur montré par l'exploitant, relié à une alarme lumineuse située dans la principale zone de production du bâtiment, à l'exception toutefois des rétentions dont sont équipées les deux chaînes de traitement implantées dans le local tonnelage.</p> <p>L'une de ces deux chaînes doit être supprimée avant la fin de l'année 2022 d'après l'exploitant.</p> <p>L'autre chaîne de traitement continuera d'être exploitée. Elle devra donc être également munie d'un déclencheur d'alarme en point bas, ou de tout autre dispositif d'efficacité équivalente. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, tout justificatif utile s'y rapportant (facture d'installation, photographies,...).</p> <p>Concernant le suivi de l'état de ces diverses rétentions, il conviendra de se reporter au point de contrôle suivant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels - Vérification annuelle de l'état des rétentions en traitement de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.</p> <p>Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait savoir qu'il n'a pas été en mesure de vérifier le bon état de la rétention générale en génie civil de l'atelier de production. Cette rétention est recouverte par un plancher en bois plein et inamovible, la rendant difficilement accessible.</p> <p>En contrepartie, il a pris la décision de contrôler la qualité des eaux souterraines au droit de l'établissement. Il a fait appel pour ce faire à un bureau d'études spécialisé (Ingeos), lequel propose la mise en place d'au moins trois piézomètres pour des prélèvements et analyses des eaux souterraines.</p> <p>La pose des piézomètres a été programmée pour la fin novembre 2022, tandis que les prélèvements d'eau pour analyses interviendront au cours du mois de décembre 2022.</p> <p>Dans la mesure où la surveillance des eaux souterraines au droit de l'établissement contribue à s'assurer de l'absence d'impact des activités pratiquées sur l'environnement, il sera proposé prochainement à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de prescrire cette surveillance à la société DECORAL par voie d'arrêté complémentaire.</p> <p>Pour autant, la nécessité de prévenir une pollution des sols et des eaux souterraines demeure, qui serait consécutive à une infiltration de liquide polluant via les rétentions dont sont équipées les chaînes de traitement de surface. Cela implique de devoir vérifier périodiquement, au moins une fois par an, le bon état de ces rétentions conformément à la réglementation applicable.</p> <p>Dès lors, l'exploitant devra vérifier leur état sous un délai de deux mois, puis au moins annuellement, s'agissant plus particulièrement de la rétention générale en génie civil de l'atelier de production, et mettra en œuvre à cet effet tout moyen utile (vidéo-inspection,...) en faisant appel si besoin à un prestataire extérieur.</p> <p>Il fera connaître à l'inspection des installations classées les résultats des premières vérifications effectuées, dès leur achèvement.</p> <p>Les vérifications périodiques de l'état des rétentions seront à consigner dans un document dédié.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2005, articles 4.3.2 et 4.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels - Conditions de stockage et d'élimination des déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4.3.2 : La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la quantité trimestrielle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement).</p> <p>Toutes précautions seront prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts soient tenus en constant état de propreté ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés. Ces aires seront bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible, normalement couvertes, et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement ; <p>[...]</p> <p>Art. 4.3.4.1 : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre du titre Ier du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selon les informations recueillies, l'établissement génère des déchets dangereux constitués principalement de boues d'hydroxydes métalliques, issues du traitement des eaux de rinçage et des bains usés non chromiques par la station de détoxification du site. <p>Les résines échangeuses d'ions, employées pour le traitement et le recyclage des eaux de rinçage chromiques, sont également gérées comme des déchets dangereux lorsqu'elles sont usagées.</p> <p>Les boues d'hydroxydes métalliques sont stockées à l'état solide dans un bâtiment dédié, dont le sol est revêtu et la toiture est composée d'une toile souple plastifiée, jugée en bon état au moment de l'inspection.</p> <p>Seule la présence des boues d'hydroxydes métalliques a été relevée lors de l'inspection, s'agissant des déchets dangereux.</p> <p>Cependant, une vingtaine de récipients vides a été constatée à l'extérieur (grands récipients pour vrac de 1000 litres chacun), contre la façade d'un des bâtiments annexes de l'établissement. D'après les informations recueillies, ces récipients ont contenu des bains usés non chromiques qui ont été traités par la station de détoxification du site, comme le permet l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Cela étant, l'exploitant ne pourra entreposer des produits ou des déchets liquides potentiellement polluants à cet endroit, ou à un autre endroit de l'établissement en extérieur, que s'ils sont pourvus de rétentions de capacité suffisante pour contenir d'éventuels écoulements accidentels, et protégés des intempéries afin d'éviter une accumulation d'eaux météoriques dans leurs rétentions qui réduirait la capacité de ces dernières.</p> <p>Par conséquent, s'il souhaite affecter à un tel usage une zone du site en extérieur, l'exploitant portera à la connaissance de l'inspection des installations classées, sous un délai de deux mois, les mesures qu'il envisage de prendre pour se conformer à ces obligations.</p>

- D'après les bordereaux de suivi de déchet dangereux présentés, les boues d'hydroxydes métalliques et les résines échangeuses d'ions usagées sont évacuées périodiquement, vers la société SECHE situé à 53810 - Changé s'agissant des boues pour une mise en décharge spécialement aménagée (dernière évacuation intervenue le 7 juillet 2022), et vers la société TREDI située à 68490 - Ottmarsheim s'agissant des résines pour un traitement spécifique (dernière évacuation intervenue le 12 septembre 2022).

L'exploitant a indiqué par ailleurs que l'établissement peut générer ponctuellement des bains usés chromiques.

Selon un courriel en date du 2 novembre 2022 qu'il a adressé à l'inspection des installations classées, ces bains usés chromiques ont été évacués dernièrement pour un traitement physico-chimique vers la société Galvanoplastie Industrielle Toulousaine (GIT S.A.S) située à 31270 - Cugnaux, spécialisée également dans le traitement de surface et appartenant à la même structure juridique que la société DECORAL, avec ensuite un envoi des boues d'hydroxydes métalliques générées vers la société OCCITANIS sise à 81300 - Graulhet pour une mise en décharge spécialement aménagée.

En toute rigueur, les bains usés chromiques évacués constituent des déchets dangereux. Il en résulte que leur destinataire chargé d'en effectuer le traitement doit avoir été autorisé à cet effet en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Aussi, l'exploitant devra justifier à l'inspection des installations classées par tout document administratif utile, sous un délai d'un mois, que la société Galvanoplastie Industrielle Toulousaine (GIT S.A.S) située à 31270 - Cugnaux dispose bien de l'autorisation requise pour le traitement des bains usés chromiques provenant de l'extérieur et assimilés à des déchets dangereux.

Si tel n'est pas le cas, il devra alors impérativement faire appel à un prestataire habilité pour la prise en charge des bains usés chromiques qui seront dorénavant évacués depuis le site DECORAL.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet